

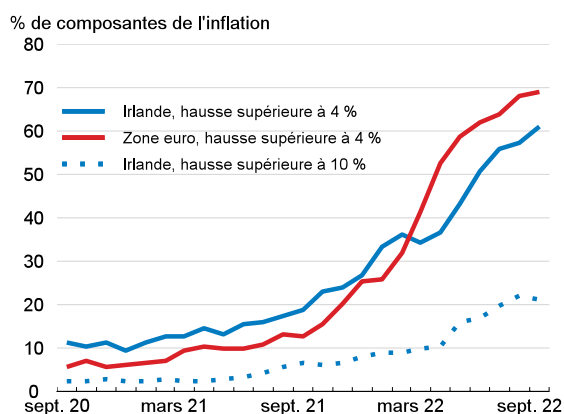
Irlande

La croissance du PIB devrait dépasser 10 % en 2022, à la suite de la levée complète des restrictions liées à la pandémie en début d'année. Le recul des revenus réels sous l'effet de la forte inflation freinera les dépenses de consommation jusqu'à la mi-2023, malgré la progression sensible des salaires. Le niveau élevé des coûts et la faiblesse de la confiance réduiront les incitations des entreprises à investir. La croissance de la demande intérieure ajustée ne sera donc que de 0.9 % l'année prochaine, avant de rebondir à 3.1 % en 2024. Dans la mesure où les exportations des secteurs dominés par les multinationales resteront dynamiques, malgré une certaine modération, le PIB devrait augmenter de 3.8 % en 2023 et de 3.3 % en 2024.

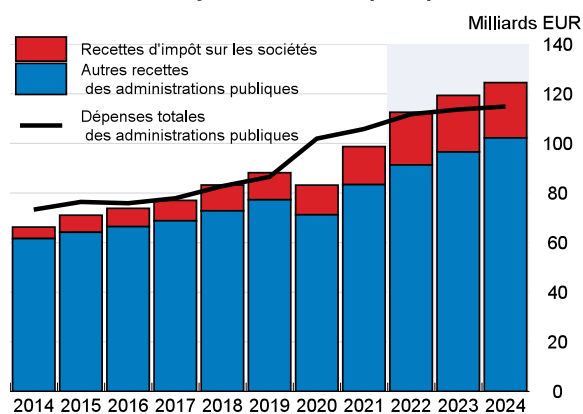
Dans un contexte marqué par un niveau record de recettes fiscales, grâce aux amples bénéfices des entreprises multinationales et à la résilience du marché du travail, le gouvernement a annoncé un large éventail de mesures destinées à aider les ménages et les petites et moyennes entreprises (PME) à faire face à la forte inflation en 2022-23. Si des aides supplémentaires s'avéraient nécessaires, elles devraient être ciblées et temporaires. Le cas échéant, il conviendrait d'affecter de nouveau une partie des futures plus-values de recettes d'impôt sur les sociétés au fonds de réserve de stabilisation (*National Reserve Fund*), comme il en a judicieusement été décidé en 2022. Rétablir la nouvelle règle de dépenses, à laquelle le gouvernement va déroger temporairement en 2022 et en 2023, permettrait de ramener la politique budgétaire sur une trajectoire d'évolution des dépenses plus stable.

Irlande

L'inflation se généralise¹



La vigueur des recettes d'impôt sur les sociétés étayera les finances publiques



1. Calculs reposant sur un ensemble commun de 213 sous-indices.

Source : Eurostat ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

Irlande : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2020)				
Irlande						
PIB aux prix du marché	355.7	5.6	13.4	10.1	3.8	3.3
Consommation privée	104.2	-11.9	4.5	5.7	1.3	3.1
Consommation publique	42.8	10.3	6.1	2.5	-0.3	-0.8
Formation brute de capital fixe	193.5	-17.0	-39.1	2.7	4.1	3.1
Demande intérieure finale	340.5	-12.4	-18.0	4.9	2.1	2.3
Variation des stocks ¹	4.3	0.5	0.4	0.3	-0.6	0.0
Demande intérieure totale	344.8	-12.1	-18.0	4.1	1.0	2.4
Exportations de biens et services	455.7	11.1	14.0	12.5	5.4	4.0
Importations de biens et services	444.8	-2.2	-8.3	9.4	4.7	3.8
Exportations nettes ¹	10.9	16.9	27.9	7.9	3.0	1.9
<i>Pour mémoire</i>						
Demande intérieure totale ajustée ² , en volume	—	-4.8	5.9	8.0	0.9	3.1
Déflateur du PIB	—	-0.5	0.4	6.1	4.1	1.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.5	2.4	8.4	7.2	2.9
IPCH sous-jacent ³	—	-0.1	1.7	4.8	4.6	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.8	6.2	4.7	5.3	5.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	21.8	20.2	16.8	14.6	12.4
Solde financier des administrations publiques ⁴ (% du PIB)	—	-5.0	-1.7	0.2	1.1	1.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	72.1	65.9	59.8	56.2	52.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ⁵ (% du PIB)	—	58.2	55.4	49.4	45.7	42.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-6.8	14.2	16.4	18.9	18.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Hors avions acquis par des sociétés de location en Irlande mais exploités dans d'autres pays et investissements réalisés par des entreprises multinationales dans des biens de propriété intellectuelle importés.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

4. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

5. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/y45lpb>

La montée des prix réduit les revenus réels des ménages

La levée complète des restrictions liées à la pandémie au début de 2022 a entraîné un rebond des dépenses de consommation et des dépenses d'investissement des entreprises irlandaises au deuxième trimestre. Dans un contexte de renchérissement de l'énergie et de contraintes pesant sur les chaînes d'approvisionnement, le rattrapage de la demande a porté l'inflation à un taux record de 9.6 % en juin. Les données récentes relatives aux ventes au détail et aux paiements par carte de crédit laissent entrevoir un fléchissement des dépenses de consommation au troisième trimestre, alors que la montée des prix entame les revenus réels des ménages, malgré une forte croissance des salaires sur fond de tensions sur le marché du travail.

L'inflation mesurée par les prix à la consommation et l'inflation énergétique ont atteint des niveaux élevés en octobre, s'établissant respectivement à 9.6 % et à 48 % en glissement annuel, d'après des estimations préliminaires. En outre, les tensions inflationnistes se sont généralisées et l'inflation sous-jacente a grimpé à 5.1 % en septembre. L'envolée des prix de l'énergie et d'autres produits essentiels touche de manière

disproportionnée les ménages pauvres – en particulier les personnes âgées, les jeunes et les parents isolés. En parallèle, le niveau élevé des coûts des intrants, conjugué à la réduction de la demande, menace les PME tributaires des dépenses discrétionnaires des ménages. En conséquence, en septembre, le gouvernement a adopté un vaste train de mesures budgétaires en partie ponctuelles (2.6 % du PIB) – dont environ 40 % sont ciblées et visent à aider les ménages et les PME à faire face à la forte inflation en 2022-23.

Les plus-values de recettes fiscales vont renforcer les finances publiques

L'ampleur des recettes d'impôt sur les sociétés, qui représentaient un cinquième des recettes publiques en 2021, étaye les finances publiques. Ainsi, le budget devrait être à l'équilibre cette année et excédentaire en 2023, alors même qu'en raison des trains de mesures budgétaires adoptés, le pays devrait temporairement déroger, en 2022 et en 2023, à la règle de dépenses récemment instaurée, qui plafonne la croissance annuelle des dépenses primaires à 5 %. Le montant des recettes d'impôt sur les sociétés étant par nature variable, les autorités ont fait un choix judicieux en décidant d'affecter 6 milliards EUR de plus-values de recettes fiscales au fonds de réserve de stabilisation (*National Reserve Fund*) en 2023. Le large éventail d'aides liées au coût de la vie, annoncé en septembre, qui comprend des prestations sociales ciblées, des mesures fiscales, un dispositif d'aide énergétique aux PME ainsi qu'un chèque énergie universel et une baisse temporaire des impôts indirects, bénéficiera aux ménages et aux entreprises les plus vulnérables en 2022-23. Le soutien apporté à l'investissement public par le Plan de développement national compensera en partie le fléchissement de l'investissement des entreprises privées et de l'investissement en logements. Par ailleurs, dans le budget 2023, 2 milliards EUR sont prévus pour prêter assistance aux réfugiés, dont le nombre a dépassé 62 000 au début de novembre (1.2 % de la population irlandaise). L'ampleur des aides publiques devrait être revue à la baisse en 2024, à mesure que la situation économique s'améliorera.

Des risques considérables pèsent sur l'activité intérieure

L'augmentation de l'inflation et l'accentuation de l'incertitude, amplifiées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, freineront l'activité intérieure. Les pertes de revenu réel brideront la consommation des ménages entre la fin de 2022 et la mi-2023, malgré les mesures de soutien des pouvoirs publics et la forte progression des salaires. Les dépenses de consommation devraient quelque peu se redresser ensuite, à mesure que les tensions inflationnistes s'atténueront grâce au recul des prix de l'énergie et au rééquilibrage des chaînes d'approvisionnement, lesquels favoriseront également l'investissement des entreprises. Face à une inflation sous-jacente toujours relativement élevée en 2024, les ménages peu enclins à prendre des risques maintiendront vraisemblablement leur épargne à un niveau supérieur à celui observé avant la pandémie. Sur le front extérieur, les exportations des secteurs à forte croissance dominés par des entreprises multinationales continueront d'étayer l'augmentation du PIB, quoique de façon moins marquée, du fait du tassement des exportations de produits médicaux en 2024. Des coûts des intrants et des coûts de financement plus élevés qu'on ne s'y attend pourraient retarder encore les investissements des entreprises irlandaises, et la mise en œuvre des mesures prévues par le gouvernement pour accroître l'offre de logements et encourager la rénovation de l'habitat. Par ailleurs, la persistance des incertitudes concernant la pleine application des accords liés au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») pourrait affaiblir davantage la compétitivité des entreprises. En outre, de nouveaux manquements aux contrats de fourniture d'électricité, conjugués à une envolée de la demande imputable aux centres de données, pourraient accentuer le risque de ruptures d'approvisionnement et peser sur la croissance.

La viabilité des finances publiques est une condition de réussite des réformes à long terme

La viabilité des finances publiques à long terme est déterminante pour que le gouvernement puisse mener à bien son programme de réformes reposant sur des investissements considérables, destiné à assurer une transition climatique juste et à garantir l'accès à des logements et des services de santé de qualité à des prix abordables. Dans ce contexte, l'affectation des futures plus-values de recettes éventuelles au fonds de réserve de stabilisation (*National Reserve Fund*) serait de mise. En outre, des réformes structurelles seront nécessaires pour parvenir à une croissance durable et résiliente. Une remise à plat de la réglementation en matière d'urbanisme, d'octroi de permis et de recours en justice pourrait contribuer à accélérer les investissements requis dans le réseau électrique, les capacités de production d'énergies renouvelables et le logement. Enfin, les dispositifs visant à protéger les entreprises et les consommateurs des retombées de la cherté de l'énergie devraient être conçus de façon à préserver les incitations à économiser l'énergie.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/cf061a58-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.